

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n° 100 AOUT 82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 Cts.

MOYEN-ORIENT

aucun camp à soutenir dans la guerre impérialiste!

Le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"
n'est que le droit de la bourgeoisie à disposer des peuples

■ Depuis plus de soixante ans, le Moyen-Orient n'a pas connu de paix et de stabilité durables. Des conflits nombreux se sont répétés pour les intérêts des différentes fractions de la bourgeoisie au pouvoir ou aspirant au pouvoir, soutenues par l'un ou l'autre des impérialismes dominants, pour des opérations de maintien de l'ordre ou dans des combats contre l'impérialisme adverse.

Les changements de régimes politiques, instauration de régimes "progressistes", proclamations d'"indépendance nationale", comme dans les années 50, les "renversements de dictatures", comme le dernier en date en Iran, ou les changements d'alliances internationales, n'ont jamais apporté la fin des tensions guerrières, de la misère et de l'oppression des populations.

Ces changements se sont toujours opé-

rés en fonction de la conjonction d'intérêts des cliques locales de la bourgeoisie et ont toujours correspondu, en dernier ressort, à l'évolution du rapport des forces capitalistes au niveau international.

Les guerres actuelles, au Liban et entre Iran et Irak, font partie des manœuvres de défense des intérêts de la "paix" armée à l'américaine, par lesquelles les Etats-Unis entendent renforcer leur mainmise sur l'ensemble de cette région stratégique du monde face au bloc adverse : au Liban, en évacuant toute possibilité d'appui du bloc russe par un nettoyage systématique et une mise au pas des bandes armées ; entre Iran et Irak en tentant de remettre au pas l'Iran et de reprendre la position de bastion militaire qu'il constituait auparavant.

Quelles que soient les "solutions"

politiques préconisées, un "Etat palestinien" comme un "grand Israël", un "partage du Liban" comme un "Etat fort" au Liban, deux Etats, "juif" et "palestinien" ; quelle que soit la résolution de la guerre Iran-Irak, la tension constante de cette région du monde ne cessera pas parce qu'elle n'est pas déterminée par les conflits locaux, mais par la concurrence au niveau mondial entre pays capitalistes.

C'est depuis le début de ce siècle que le Moyen-Orient est un champ de bataille où s'affrontent des intérêts impérialistes des grandes puissances au sein desquels les fractions locales de la bourgeoisie trouvent leur part en levant des armées, en organisant des bandes policières et terroristes, en encadrant et en parquant les masses pauvres de paysans deshérités et de nomades, en exploitant et en embrigadant

les travailleurs.

La "nation arabe", la "décolonisation", la "révolution" "palestinienne" ou "islamique", le "droit à l'autodétermination des peuples", l'"indépendance nationale", etc., ont été et sont encore les thèmes au nom desquels on embrigade les populations dans des combats fratricides dans des opérations de police et des affrontements militaires pour les intérêts économiques et stratégiques du capitalisme mondial.

Le prolétariat a toujours tout à perdre et rien à gagner à choisir son camp dans les conflits du Moyen-Orient, comme dans toute guerre de la bourgeoisie, quelle que soit la justification dont elle s'affuble.

moyen-orient:

champs de bataille

des impérialismes

Depuis la première guerre mondiale, le Moyen-Orient a connu une histoire dominée par les tensions impérialistes entre les grands pays capitalistes. Le développement économique (essentiellement autour de l'extraction de pétrole) et les contours politiques des pays de cette région du monde (tracé des frontières et régimes politiques) ont été façonnés par les rivalités au niveau international entre la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Allemagne, et, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, surtout entre les blocs impérialistes regroupés derrière les Etats-Unis et l'URSS jusqu'à la période actuelle.

Depuis la guerre de 1914, les Etats et gouvernements qui se sont succédés dans les pays du Moyen-Orient, ont dépendu étroitement du bon vouloir des grandes puissances. C'est sous les auspices de la "Société des Nations", l'ancêtre de l'ONU, par des accords et

(suite p. 4)

FRANCE

LA BOURGEOISIE EN POSITION DE FAIBLESSE

En 1968, la France s'était trouvée en première ligne du ressurgissement historique de la classe ouvrière après un demi-siècle de contre-révolution. Pourtant, ce pays n'était pas à l'époque le plus durement frappé par le développement de la crise économique mondiale qui a causé ce ressurgissement. La Grande-Bretagne connaissait, et de loin, une situation bien plus grave.

C'est fondamentalement à cause des faiblesses politiques de la bourgeoisie française, que celle-ci a été la première à affronter la reprise prolétarienne mondiale.

Aujourd'hui, après avoir été réduites et être passées au second plan durant les années 70, ces faiblesses politiques sont revenues secouer de plus belle la bourgeoisie française et la laissent, face à la classe ouvrière, particulièrement démunie si on la compare à la bourgeoisie des autres grands pays développés.

En effet, si année après année se révèle avec plus de clarté l'impasse dans laquelle se trouve l'économie mondiale, si toutes les variantes du capitalisme (qu'elles se prétendent "socialistes" ou "libérales"), toutes les potions des docteurs Samuelson et les médecines des professeurs Friedman (tous deux "brillants" prix Nobel d'économie), font, les unes après les autres, la preuve de leur faillite, la classe dominante n'en met pas pour autant la clé sous la porte. Le "savoir faire" qui lui fait défaut sur le plan économique - parce que, fondamentalement, il n'y a rien à faire - elle le compense par une remarquable habileté sur le plan politique. Alors que l'impasse historique dans laquelle se trouve le mode de production capitaliste met à l'ordre du jour et impose comme condition de la survie de l'humanité le renversement de la bourgeoisie, celle-ci fait chaque jour un peu plus la preuve de sa détermination et de son intelligence dans la défense de ses privilèges et de sa domination. De cela nous avons eue la preuve ces deux

dernières années dans le déploiement mondial du dispositif bourgeois face aux luttes ouvrières de Pologne. Une des cartes maîtresses de ce dispositif est, dans les principaux pays développés, la mise en place des forces capitalistes de gauche dans l'opposition afin de leur permettre de mieux saboter les tentatives de riposte du prolétariat contre l'aggravation de l'exploitation et de la misère. Alors que cette politique a d'ores et déjà été adoptée dans les principaux pays du bloc américain (USA, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, etc.) et le sera bientôt en Allemagne, la France s'est retrouvée brutalement à contre-courant de cette tendance générale à la suite des élections de mai et juin 1981.

Etait-ce là une carte judicieusement jouée par la bourgeoisie comme l'ont affirmé certains groupes révolutionnaires et comme le laissait à penser le battage sur "l'état de grâce" de l'été et de l'automne derniers. La situation présente démontre amplement le contraire.

Ne pouvant, sous peine de se déconsidérer immédiatement, trahir ouvertement son programme électoral dès son arrivée au pouvoir, la gauche a réussi en une année à aggraver considérablement la situation économique du capitalisme français : détérioration massive de la balance commerciale, déficit budgétaire record, division par quatre des réserves de devises, ce qui aboutit à deux dévaluations de la monnaie en neuf mois. Là où elle prétendait "faire mieux" que ses prédécesseurs, elle maintient le cap : l'inflation persiste avec le même taux qu'avant alors qu'elle recule dans tous les autres pays. La production industrielle s'est remise à décroître après une reprise illusoire fin 81 et début 82, le nombre de chômeurs continue d'augmenter et a dé-

(suite p. 3)

sommaire

Résolution du 5ème Congrès de RI sur la situation en France	p. 2
La curée impérialiste	p. 5
POLEMIQUE. (PCI) : Vers l'abandon des principes de classe	p. 6
R.I. N° 100	p. 7
5ème Congrès de Révolution Internationale	p. 8

situation en france :

résolution du

5^{ème} congrès de révolution internationale

1 Cinquième puissance industrielle du monde située en plein cœur de la zone où sera déterminé l'enjeu du combat historique de classe, le capital français, après avoir répondu point par point aux exigences en politique extérieure et intérieure qui s'imposaient aux principales puissances occidentales dans les années 70, ne saurait mener une politique à contre-courant de celle qui s'impose au bloc occidental dans son ensemble pour les années 80; cette politique, pour l'essentiel se concrétise :

- par le renforcement des efforts militaires et diplomatiques, efforts contre le bloc soviétique pris en charge par tous les pays du bloc sous la houlette des USA;
- par la mise en place de politiques économiques "d'assainissement" en rupture avec les politiques keynésiennes qui avaient prévalu dans les années 70, impliquant une attaque frontale et massive des conditions de vie de la classe ouvrière;
- par le développement d'une offensive idéologique permanente contre le prolétariat, mobilisant l'ensemble des forces bourgeoises, politiques et syndicales et s'organisant au travers d'un partage des tâches entre fractions de droite au gouvernement et fractions de gauche dans l'opposition. C'est cette vérité de base que, paradoxalement l'évolution de la politique suivie par le capital français depuis l'arrivée "accidentelle" de la gauche au pouvoir illustre pleinement et cela, tant sur le plan extérieur qu'intérieur.

2 Un an de politique extérieure, conduite par un gouvernement incluant pourtant un parti notoirement pro-russe, n'a entraîné ni une remise en cause de l'appartenance de la France au bloc occidental, ni même une prise de distance de celle-ci vis-à-vis de ce bloc. Au contraire, elle s'est traduite par un nouveau pas dans le sens d'une meilleure intégration de la France au sein du bloc; les USA se payant même le luxe d'utiliser l'image fausement "anti-impérialiste" du gouvernement français pour accroître l'efficacité de la campagne d'intimidation et de déboussolement idéologique du

prolétariat mondial, mise en place par l'administration Reagan, notamment à l'occasion des massacres au Salvador.

3 Un an de politique économique de relance financée par une aggravation du déficit budgétaire, menée par la gauche à contre-courant des politiques "d'assainissement" mises en place dans le reste du bloc, n'a permis ni une avancée, ni un maintien de la position acquise par le capital français. Elle a au contraire entraîné un gaspillage de la marge de manœuvre difficilement acquise sous la gestion précédente qui fut une des premières à avancer l'option keynésienne. Elle a entraîné aussi une perte de compétitivité importante vis à vis de ses principaux concurrents, débouchant sur une 2ème dévaluation précipitée du franc, et un retour brutal et sans gloire à une politique de "rigueur sans faille".

4 Dans le cadre de cette politique dite de "relance", un an de politique sociale de la gauche n'a en rien permis de crédibiliser l'Etat démocratique bourgeois aux yeux du prolétariat. En particulier, elle n'a nullement renforcé l'image ouvrière des partis de gauche et des syndicats. Au contraire, cette expérience a jeté les premiers jalons d'une perte accélérée des illusions des ouvriers à l'égard des fractions de la bourgeoisie spécialisées dans l'encadrement de la classe ouvrière par le fait :

- que l'ensemble des mesures "sociales" de la gauche ne se sont traduites que par un faible ralentissement du rythme de dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière;
- que ces mesures n'ont rien à voir avec les espoirs suscités par la gauche au moment des élections.

5 Dans ces conditions, l'évolution à court et moyen terme de la politique du capital français ne saurait être envisagée :

- a) sur le plan extérieur, autrement que dans le sens de la poursuite des orientations précédentes;
- b) sur le plan intérieur, autrement qu'en terme de rupture d'avec toute une série d'orientations suivies précédemment.

6 Contrainte désormais de porter une attaque sans précédent aux conditions de vie du prolétariat, la bourgeoisie française et avec elle, celle du bloc occidental, ne peut se permettre :

- de faire porter trop longtemps la responsabilité de cette attaque "historique" sur l'ensemble de ses forces de gauche, ce qui aboutirait à une perte d'influence brutale et irrémédiable de celle-ci sur les ouvriers;
- de laisser plus longtemps amplement dégarni le front anti-prolétarien "à la base" face à la riposte prévisible de la classe ouvrière en France. Cette exigence s'impose d'autant plus à la bourgeoisie que le prolétariat de ce pays :

- ... s'est trouvé à la pointe du mouvement de réveil historique de la classe à la fin des années 60;

- ... s'est retrouvé aux avant-postes de la reprise internationale des luttes à la fin des années 70 (notamment avec Longwy-Denain).

Un maintien prolongé de la répartition présente des tâches entre les différentes forces politiques de la bourgeoisie ne ferait qu'aggraver pour cette classe la situation de faiblesse où elle s'est mise en mai 81 avec l'accession au pouvoir de la gauche unie, à contretemps des nécessités capitalistes des années 80. Pour une classe ouvrière confrontée depuis un an à l'expérience de plus en plus amère de ce pouvoir de gauche, un tel maintien ne saurait aller que dans le sens du développement des conditions plus favorables pour transformer, dans ses luttes, son mouvement de perte de confiance à l'égard des partis de gauche et des syndicats en débordement et rejet de ceux-ci.

7 L'exigence pour la bourgeoisie de regarnir le front social passe par un renvoi dans l'opposition d'un nombre croissant de forces de gauche -et en premier lieu du PCF et de la CGT- c'est à dire, par un nouveau partage des tâches entre un gouvernement menant une politique "dure", de plus en plus ouvertement anti-ouvrière, et une opposition de gauche renforcée au sein de laquelle pourront être partagées les tâches :

- entre "radicaux" du PC-CGT et modé-

rés des autres syndicats;

- entre "direction" et "base" des grandes centrales syndicales, comme ce fut déjà le cas en Pologne et en Belgique où le syndicalisme de base, terrain privilégié des fractions d'extrême-gauche a été un instrument efficace de la contre-attaque de la bourgeoisie.

Ce n'est qu'en ce sens que la bourgeoisie pourra résoudre "l'anomalie" qu'a constitué l'arrivée de la gauche au pouvoir dans la période actuelle, et cela, malgré les difficultés que soulève une telle solution :

- pour le PCF, qui doit éviter d'apparaître une nouvelle fois comme celui qui a rompu l'union et laisser dériver le PS vers la "droite";
- pour la CGT qui ne peut rompre toute solidarité avec le gouvernement tant que le PCF y participe;
- pour la CFTD qui, malgré la capacité d'adaptation de la base, a opté pour un soutien plein et entier à la politique "de rigueur" du gouvernement;
- pour le PS en particulier, dont la division prévisible en deux ailes opposées afin de ne pas laisser au PCF le monopole du contrôle de la classe ouvrière signifiera un affaiblissement important, ce qui ne fera pas l'affaire de la bourgeoisie française qui avait mis dix ans à reconstruire une social-démocratie destinée à supplanter le PCF dans la classe ouvrière, en vue d'aligner son appareil politique sur les exigences de son appartenance au bloc américain.

8 La bourgeoisie, comme à son habitude, cherchera à utiliser au maximum ses propres difficultés et attermoissements pour déboussoler la classe ouvrière. Cependant, en prolongeant la présence de la presque totalité de ses forces de gauche à un pouvoir chargé de mettre en oeuvre une austerité de plus en plus draconienne, ces difficultés iront dans le sens d'un affaiblissement de l'emprise idéologique de la classe dominante sur le prolétariat. Mais ce dernier ne pourra réellement mettre à profit une telle situation que s'il engage résolument le combat contre le capitalisme.

5^{ème} CONGRES DE R.I

(suite de la p.8)

leurs expressions les plus poussées. C'est là encore où sont rassemblées toutes les bases matérielles nécessaires au dépassement historique du capitalisme.

Il suffit d'analyser en quoi consiste toute la riposte bourgeoise aux luttes des années 70 puis à celle de la Pologne pour se rendre compte que c'est là le point central du combat qui se joue aujourd'hui. Après son échec, sous les coups de boutoir de la crise économique à mobiliser le prolétariat derrière l'Etat national durant les années 70, la bourgeoisie s'est réorientée de manière à se préparer à affronter plus directement son ennemi de classe, aucune autre possibilité lui étant dorénavant ouverte.

De manière générale, cette nouvelle phase de la confrontation entre les classes, se traduit par un renforcement policier et armé de l'Etat doublé d'une mise en place des fractions bourgeoises de gauche dans l'opposition dans le but de mieux saboter de l'intérieur les luttes ouvrières. L'ère de l'illusion sur "l'Etat providence" est dorénavant close pour s'ouvrir sur celle de la réalité de "l'Etat forteresse".

De plus, face au danger du développement international des luttes ouvrières, la bourgeoisie sait faire preuve d'unité face au prolétariat. La lutte en Pologne a pu être isolée et étouffée dans les frontières de ce pays grâce à l'action conjuguée et complémentaire de la bourgeoisie des deux blocs.

La réussite momentanée de la bourgeoisie à éviter "le pire", lui permet aujourd'hui de poursuivre sa contre-offensive idéologique en direction du prolétariat mondial.

C'est ainsi qu'il faut comprendre la signification profonde de toutes les campagnes qui se succèdent à un rythme soutenu via les médias :

- campagne de "solidarité avec la Pologne" ou "avec Solidarnosc" pour cacher la véritable signification des événements en Pologne,
- campagne sur les massacres au Salvador pour terroriser et convaincre le prolétariat de son "impuissance",
- campagnes anti-terroristes pour justifier le renforcement policier de l'Etat et pour faire admettre au prolétariat que toute violence mène à l'échec,
- campagnes pacifistes visant à enfermer le prolétariat dans la problématique "guerre ou paix", et lui faire

perdre de vue la perspective révolutionnaire,

- enfin, campagne nationaliste par l'intermédiaire de la guerre des Malouines mise en place par le bloc occidental pour tenter de faire quitter au prolétariat son terrain de classe et l'enchaîner au char de la défense de la patrie.

Après le dévoiement démocratique et nationaliste du mouvement ouvrier en Pologne et consécutivement, son écrasement sous la botte militaire, la bourgeoisie mondiale conserve momentanément l'initiative et proclame ce qu'elle veut sur la situation historique mondiale.

Mais fondamentalement, ce qui dans son action guide la bourgeoisie des différents Etats du monde, c'est la hantise que face à la crise du système capitaliste mondial, le prolétariat international précipite par son action la chute du capitalisme et ne développe sa propre perspective révolutionnaire; historiquement, donc, la bourgeoisie est sur la défensive.

C'est le développement de cette perspective révolutionnaire et interna-

tionaliste que le 5ème congrès de RI s'est attaché à approfondir. C'est dans cette perspective historique qu'au sein du travail international du CCI, le congrès de la section en France a délimité le plus précisément possible le cadre de son action et de ses tâches en ayant conscience que l'essentiel reste maintenant à réaliser pratiquement ce bond qualitatif que nécessite la situation historique que nous vivons.

Ceci s'impose à court terme de façon encore plus aigüe en France du fait des potentialités de développement de luttes de classe ouvertes dans ce pays par la présence de la gauche au pouvoir (3).

NOTES :

- (1) Lire la Revue Internationale n° 29 : "Rapport sur la fonction de l'organisation des révolutionnaires".
- (2) Lire l'article dans la Revue Internationale n°28 : "Les convulsions du milieu révolutionnaire", et dans ce numéro, l'article sur le PCI.
- (3) Lire la Résolution sur la situation en France dans ce numéro.

FRANCE

LES FAIBLESSES DE LA BOURGEOISIE

(suite de la page 1)

passé résolument les deux millions. Quant au niveau de vie, on s'attend à une baisse de 2 % pour 82 : en ses meilleures années le tandem Giscard-Barre n'avait pas fait mieux. Car après avoir lambiné une année, le gouvernement de gauche est obligé de mettre des bouchées doubles dans le domaine de l'austérité (rebaptisée "rigueur") : blocage des salaires, coupes sombres dans la Sécurité Sociale, augmentation des cotisations. Pour essayer de faire diversion et de masquer l'abandon complet de son programme électoral, la gauche est aujourd'hui amenée à inventer n'importe quel "gadget" politique comme les magouilles autour de la mairie de Paris.

Constatant les difficultés politiques dans lesquelles se trouve le gouvernement aujourd'hui n'est pas tomber dans le piège des sondages ou dans le jeu de la propagande de la droite. C'est être tout simplement lucide.

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi la bourgeoisie française s'est-elle mise dans une telle position de faiblesse ? C'est à ces questions que nous essaierons de répondre dans cet article.

Si cette position de faiblesse remonte aux élections de l'année dernière, il ne suffit pas de dire qu'elle résulte tout simplement du "choix des électeurs". L'histoire nous a appris que ce choix avait en général peu à voir avec la conduite des affaires politiques de la bourgeoisie. Dans les pays avancés, cette classe se débrouille en général pour que ce choix soit conforme à ses nécessités comme ce fut le cas en 78 en Grande-Bretagne et en 79 aux USA où la candidature Anderson fut la bienvenue pour faire battre à coup sûr Carter. Et lorsque ces résultats ne sont pas tout à fait "conformes", la bourgeoisie "s'arrange" pour ne pas en tenir compte dans ses formules gouvernementales comme ce fut encore le cas dernièrement en Belgique.

Si la bourgeoisie française n'a pu en 81 maîtriser le jeu électoral, c'est que pesaient sur elle des faiblesses plus générales, aux origines plus lointaines.

les causes générales des difficultés politiques de la bourgeoisie française

Les causes des faiblesses politiques du capitalisme français sont anciennes et complexes. C'est toute l'histoire de la constitution de la nation française dans le contexte du développement mondial du capitalisme qui permet d'expliquer les caractéristiques actuelles de la vie politique de cette nation. On peut cependant mettre en évidence un certain nombre de traits qui ont pesé plus particulièrement dans la période d'après-guerre.

A la base de la faiblesse présente des rouages politiques français, on trouve le maintien tardif d'éléments d'arriération dans l'économie nationale.

Par exemple, si depuis longtemps déjà, la France est une puissance industrielle de premier plan, il s'est maintenu dans ce pays, à l'opposé de la plupart des nations d'Europe occidentale, un important secteur agricole. Ainsi, en 1960, la part de l'emploi agricole dans l'emploi total est encore de 20,6% en France contre 13,8% en Allemagne, 11,1% aux Pays-Bas, 8,6% en Belgique et 4 % en Grande-Bretagne. De plus, la petite exploitation familiale reste prépondérante puisque seulement un agriculteur sur 6 est salarié. Enfin, la mécanisation est moins développée que dans la plupart des autres pays (en 1970, il y a 43 tracteurs pour 1 000 hectares en France contre 108 en Allemagne, 63 aux Pays-Bas et 60 en Belgique) et la productivité du travail est relativement faible (en 1960, si les 4% d'agriculteurs que comporte la population active en Grande-Bretagne produisent 3,9% de la richesse nationale, les 20,6% d'agriculteurs français ne produisent que 9,3% de cette richesse).

Une des autres manifestations de cette arriération d'ensemble du capitalisme français consiste dans les difficultés avec lesquelles celui-ci a résolu le problème de la décolonisation. Phénomène marquant et irréversible du milieu du 20^{ème} siècle, la liquidation de la tutelle administrative des grandes puissances européennes sur le reste du monde est d'autant plus facilement réalisée par celles-ci qu'elles ont les moyens économiques et financiers de maintenir une autre forme de mainmise sur les anciennes colonies. Ainsi, alors que l'Angleterre ou les Pays-Bas règlent pour l'essentiel cette question avant 1950 (indépendance des Indes : 1947, de l'Indonésie : 1950), le Portugal n'y parvient qu'en 1974-75 à la suite des convulsions que l'on sait. Quant à la France, elle subit ce problème tout au long des années 50 : ininterrompues entre 1946 et 1962, les guerres de décolonisation pèsent lourdement sur l'économie et la vie politique de ce pays. Ce sont les séquelles de ces guerres, et notamment

de la guerre d'Algérie, qui sont en partie responsables des difficultés politiques présentes de la bourgeoisie, séquelles qui se manifestent tant sur le plan des institutions que sur celui des forces politiques.

des institutions trop rigides

Il est clair qu'une des causes des difficultés actuelles de la bourgeoisie réside dans l'existence d'un régime présidentiel avec des mandats de 7 ans. Une des raisons de l'échec de Giscard en mai 81 est l'usure personnelle subie par ce politicien après 7 années de pouvoir et le rejet par une partie des électeurs de la droite de la perspective de le voir gouverner encore sept autres années. De même, le fait que Mitterrand ait été élu pour sept ans présente l'inconvénient de maintenir pour cette durée la gauche à une position clé du pouvoir et sans autre recours qu'une démission en forme de constat d'échec... ou qu'une maladie "providentielle".

stabilisation avait pour contre-partie une grande rigidité.

En 1968, le fait que la bourgeoisie n'ait pu utiliser des manipulations parlementaire-gouvernementales pour désamorcer et canaliser le mécontentement (une démission ou un renversement du gouvernement n'aurait eu aucun impact de par la personnalisation du pouvoir) a certainement joué dans le sens d'une radicalisation et d'une extension du mouvement.

En 1981, le choc provoqué par l'élection d'un président de gauche et la volonté de beaucoup d'électeurs de lui donner le moyen de gouverner ont abouti, grâce à la loi électorale héritée du gaullisme, à une majorité absolue du PS.

Ce parti était ainsi privé de tout prétexte pour ne pas tenir des engagements électoraux parfaitement démocratiques et de toute porte de sortie sous forme d'un renversement d'alliances entre partis comme elle pourra le faire par exemple en Allemagne, le jour où la bourgeoisie jugera indispensable le passage des sociaux-démocrates dans

au capitalisme d'Etat, la place par rapport à la mystification et l'encadrement de la classe ouvrière, les options de politique internationale.

L'étatisation de la vie économique et sociale est une nécessité générale du capitalisme dans la période de décadence. Tous les partis, même ceux qui se prétendent les plus libéraux "font" aujourd'hui du capitalisme d'Etat : il en est ainsi d'un Reagan, dont la prétendue politique "libérale" utilise les instruments étatiques par excellence du budget, de la fiscalité, de la monnaie et des taux d'intérêt de la Banque Fédérale. Ce qui distingue les différents partis, c'est le rythme et les modalités avec lesquels ils prennent en charge (ou se proposent de le faire) cette tendance générale à l'étatisation de l'économie : les partis "de gauche" prônant plutôt des mesures juridiques d'étatisation des secteurs privés de l'économie, les partis "de droite" se présentant comme les défenseurs de ces secteurs, dans leur conduite de la politique économique.

Le contrôle et la mystification de la classe ouvrière est une préoccupation constante de tous les partis bourgeois. Cependant, il revient à certains d'entre eux, les partis de gauche, la tâche d'encadrer directement les travailleurs dont ils se prétendent les défenseurs. Cette tâche leur est d'autant facilitée qu'ils sont moins liés aux secteurs privés du capital national : représentants d'une tendance à l'élimination de ces secteurs, ils présentent mentalement le capitalisme d'Etat qu'ils préconisent comme du "socialisme".

Aussi, même lorsque les partis de gauche ne sont pas adaptés comme gestionnaires de l'économie nationale, ils conservent une place de premier plan comme défenseurs de celle-ci.

En politique étrangère également, tous les partis bourgeois se font les défenseurs du capital national : il n'existe pas de bourgeoisie "apatride" ni encore moins "internationaliste" : ce qui peut les distinguer, c'est la façon dont ils conçoivent cette défense dans un monde divisé en deux grands blocs impérialistes : renforcement des liens du pays avec le bloc ou bien relâchement de ces liens, voire même changement de bloc.

Dans les pays développés d'Europe occidentale tels que l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, les distinctions pouvant exister entre les différentes forces politiques bourgeoises se sont concrétisées dans l'existence de deux grands partis d'une force équivalente (chrétiens-sociaux et sociaux-démocrates en R.F.A., conservateurs et travaillistes en Grande-Bretagne) auxquels s'ajoute une petite formation charnière (libéraux).

Si ces partis représentent bien les différences pouvant exister entre formations bourgeoises en politique intérieure et notamment par rapport à l'encadrement de la classe ouvrière, leur nombre réduit fait qu'il n'existe pas de frontières très nettes entre eux (comme c'est particulièrement vrai aux Etats-Unis également). Par ailleurs, ces partis ont en politique extérieure des options équivalentes : ce sont des partisans décidés de l'alliance atlantique.

Cette formule est certainement la plus adaptée aux besoins du capitalisme dans les pays occidentaux développés. Elle permet notamment une alternance au pouvoir sans heurts des deux formations, ce qui à la fois contribue, à la crédibilisation de l'institution démocratique et donne à la bourgeoisie la possibilité de se donner en permanence la formule gouvernementale la plus adaptée aux nécessités du moment avec l'aide éventuelle des formations charnières quand c'est utile.

OO OO

Dans le prochain numéro de R.I. nous verrons en quoi la répartition des forces politiques en France diffère nettement de celle des autres grands pays avancés, les faiblesses que cela représente pour la bourgeoisie française mais également pour l'ensemble de la bourgeoisie mondiale.

F.M.

gazoduc, mairie de paris

la politique de la diversion

Cheysson y va de ses petites phrases : "divorce progressif", "nous ne parlons pas le même langage". Schmidt qualifie de "très grave" la décision américaine. Même son de cloche dans les tous les pays d'Europe de l'Ouest qui font bloc, y compris la très fidèle Angleterre, pour condamner et rejeter l'embargo des USA sur le gazoduc sibérien. On a l'impression que tous les gouvernements européens se rallient au cri de révolte de Mauroy : "Les Etats-Unis ne peuvent pas imposer la loi du plus puissant".

Le gazoduc renforce-t-il la puissance militaire de l'URSS comme le prétendent les USA? Sommes-nous à la veille d'un "divorce" dans le bloc US, comme le suggère Cheysson? A ces deux questions la réponse est NON !

Comme le démontre, chiffres à l'appui, le très sérieux institut américain Wharton, les arguments du gouvernement US ne tiennent pas debout. En réalité, tout le battage sur cette affaire n'est pas autre chose qu'une vaste campagne de diversion destinée à désorienter les ouvriers et paralyser leurs luttes. "Il

faut faire des sacrifices en solidarité avec les ouvriers polonais" déclare le Vice-Président Bush aux ouvriers américains. "Si ça va mal, c'est la faute aux américains" entendent les ouvriers d'Europe.

Si le gouvernement français est à la tête de l'esclandre, c'est qu'il a particulièrement besoin d'assourdir les ouvriers de son pays. Ainsi, au moment où pleuvaient les attaques contre la Sécurité Sociale, il nous a sorti de son chapeau l'affaire de la Mairie de Paris. Au delà de toutes les magouilles politiciennes entre aspirants au gâteau municipal parisien, des manœuvres du PS pour renforcer Chirac comme chef d'une droite "dure" et préparer une future alliance avec le "centre gauche" pour le jour où le PCF sera retourné dans l'opposition, c'est encore au premier chef la diversion qui motivait tout le battage sur cette affaire.

"Du pain et du cirque" promettaient les maîtres de Rome aux exploités. Ayant de moins en moins de pain à donner, les maîtres du capitalisme nous feront de plus en plus de cirque.

L'opposition.

Ainsi, alors que la profonde crise politique provoquée par l'impasse algérienne avait abouti à une modernisation des institutions et à la création des conditions d'une expansion économique sans précédent au cours des années 60 (après le Japon, la France était alors le "champion de la croissance" parmi les grandes puissances occidentales), les conditions dramatiques et exceptionnelles dans lesquelles s'était opérée cette modernisation léguèrent un appareil politique mal adapté aux conditions créées à la fin des années 60 par l'entrée du capitalisme mondial dans la crise économique et par le ressurgissement historique de la lutte de classe.

Cette inadéquation concernait les institutions, comme on l'a vu, mais également les forces politiques bourgeoises.

les caractéristiques des partis bourgeois dans les pays avancés

Dans les grands pays avancés, les distinctions pouvant exister entre les différentes forces politiques de la bourgeoisie portent sur trois domaines fondamentaux : l'attitude par rapport

MOYEN-ORIENT :

LES ENJEUX IMPERIALISTES

(suite de la p. 1)

des traités, que sont décidés "protectorats" et "mandats" de la Grande-Bretagne et de la France, ou "indépendance" de tel ou tel pays. Dans les années 20, le Moyen-Orient, "libéré" de la domination turque, est partagé en zones d'influence entre pays vainqueurs de la 1ère guerre mondiale. En 1920, l'Irak passe sous le contrôle britannique, tout comme la Palestine et la Transjordanie ; les frontières de la Jordanie sont délimitées avec l'Arabie Saoudite et la Syrie entre 1920 et 1925. La Syrie et le Liban sont placés sous "mandat" français en 1920-21.

La Grande-Bretagne qui exploite le pétrole du Golfe persique joue un jeu subtil pour éviter que la convoitise que suscite une telle manne puisse provoquer une résistance unie au niveau local. "Diviser pour régner" peut s'appliquer à la manière dont elle use des rivalités locales pour s'assurer une séparation nette entre régimes irakien et iranien et maintenir les petits émirats du Golfe, pour préserver sa domination.

Par une diplomatie doublée d'expéditions militaires, la Grande-Bretagne et la France, qui sont les anciennes puissances coloniales, tentent de maintenir leur prépondérance dans la région. Mais à cette époque, ces deux pays ne disposent plus de la suprématie qu'ils avaient au 19ème siècle.

Avec le retour de la crise mondiale en 1929, après l'échec de la révolution, la route est ouverte à un nouveau déchaînement des rivalités impérialistes : l'Allemagne et l'Italie, en position de faiblesse, cherchent à se faire une place sur le marché mondial. Les Etats-Unis ont accru leur influence aux dépens de leurs alliés. En Russie, la contre-révolution a définitivement triomphé et l'URSS tente d'étendre son influence également.

De la 2ème guerre mondiale sort un nouveau repartage du monde entre vainqueurs de la guerre. A la Conférence de Téhéran en 1943 d'abord, puis surtout à celle de Yalta en 1945 entre USA, Grande-Bretagne et URSS, ce partage est décidé. C'est en fonction de cette nouvelle répartition entre deux blocs rivaux dominés par les Etats-Unis et l'URSS que les rivalités impérialistes dominantes vont s'imposer et se poursuivre par petits pays interposés.

La constitution de l'Etat d'Israël en 1948, que l'URSS et la Tchécoslovaquie appuyèrent au début pour tenter de mettre un pied dans la région pour la dénoncer ensuite, se fera avec la bénédiction des Etats Unis et même contre l'occupation britannique qui l'avait pourtant favorisée en ouvrant la Palestine avant la guerre à la "colonisation juive" (1). La Grande-Bretagne et la France perdent leur place de principaux impérialismes et doivent ranger leurs intérêts sous la direction de leur puissant allié, les Etats-Unis. C'est la période de "décolonisation" où URSS et Etats-Unis rivalisent pour remplacer cette influence déclinante ; l'URSS par le soutien à toute velléité de se dégager de l'emprise britannique et française, appuyant systématiquement toutes les demandes de retrait de troupes, les Etats-Unis favorisant également l'"indépendance nationale", en vue de leur propre mainmise sur cette partie du monde. Ainsi en 1956, lorsque la Grande-Bretagne et la France envoient des parachutistes sur Suez, en Egypte, ils sont reniés au pas sous l'injonction des deux grands.

En 1967, le repartage est consommé depuis longtemps, la "décolonisation" terminée, la guerre entre Israël et les pays arabes -Egypte, Syrie, Jordanie- au nom de la sécurité d'Israël et de la question "palestinienne" est un des épisodes de la rivalité dominante dans le monde entre USA et URSS, qui déterminent, par leurs fournitures en armes, leurs "aides" et leurs soutiens politiques, la durée, l'ampleur et le dénouement du conflit.

La reprise de la lutte de classe à la fin des années 60 dans les pays développés empêche le monde de sombrer dans une troisième guerre mondiale vers laquelle pousse la rivalité entre les deux blocs dans le contexte d'une crise mondiale qui est en train de resurgir. Mais si la guerre ne se généralise pas, les tensions impérialistes ne cessent pas pour autant. En 1973, un nouveau conflit ouvert éclate entre les deux blocs par Israël et pays arabes interposés et ouvre le début d'une période où l'influence russe va décroître avec le retournement spectaculaire de l'Egypte vers le camp américain, les tergiversations de l'Irak et de la Syrie, les combines de l'OLP manœuvrant dans tous les pays arabes au travers de ses multiples tendances. C'est ce qui se poursuit jusqu'à la période actuelle avec la "paix" signée entre l'Egypte et Israël, le "retrait du Sinaï" qui ouvre la voie à une nouvelle flambée au Liban (voir article p. 5).

L'histoire du Moyen-Orient s'inscrit comme une illustration de caractéristiques de la décadence du capitalisme : l'impossibilité de l'épanouissement de nouvelles nations indépendantes et d'un développement réel des forces productives ; la barbarie permanente de cette "ère des guerres impérialistes et des révolutions" au cours de laquelle, avec l'échec de la révolution, se poursuit la lutte incessante entre pays capitalistes, petits et grands pour le repartage du marché mondial. Dans cette lutte, les impérialismes secondaires et les intérêts locaux ne peuvent que se plier aux forces principales qui dessinent la stratégie au niveau mondial.

Mais les guerres ne se présentent jamais comme telles. Pour l'embrigadement sur le terrain comme pour l'"opinion internationale", la bourgeoisie recourt à des justifications idéologiques.

les alibis idéologiques

L'évolution de la situation au Moyen-Orient a porté un coup à plus d'un mythe sur la nature et les fins des régimes politiques ou sur la nature des conflits qui les ont opposés. Même si beaucoup de mensonges qui ont servi à la propagande restent encore vicaces, le "progressisme arabe", l'"unité arabe", la défense du "droit à l'existence" d'un Etat d'Israël présenté comme victime, la "révolution palestinienne" ou "islamique" ont quelque peu fait long feu.

Pour obtenir discipline et docilité en Palestine, la "colonisation juive" sous les auspices britanniques, s'appuyait sur la propagande d'un "socialisme" du sionisme de pionniers retournant faire fleurir la terre des ancêtres, et la constitution de l'Etat d'Israël a été justifiée comme compensation au tribut payé par les juifs pendant la 2ème guerre mondiale. C'est au nom de ce "droit à l'existence" que le prolétariat implanté en Israël a été soumis à une exploitation féroce et une militarisation forcée, un état de guerre permanent, et qu'ont été expropriés des centaines de milliers de ceux qui allaient devenir les "réfugiés palestiniens".

Au nom de ce même "droit à l'existence", des palestiniens cette fois, les camps de réfugiés ont été installés, détruits, déplacés, au gré des fluctuations des guerres, et ont servi de réservoir de chair à canon pour les menées des bourgeoisies locales et d'une bourgeoisie palestinienne zélée, hommes d'affaires, avocats, conseillers des différents gouvernements arabes.

L'expropriation des palestiniens en 1948 a servi d'alibi à l'embrigadement dans la lutte inter-impérialiste, et sert encore à la division des ouvriers, en particulier dans le Golfe où on effectue une séparation entre ouvriers d'origine palestinienne et les autres -pakistanaï, turcs et autres.

La cause de l'oppression, de la pauvreté et de la misère, l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie, est occultée par la revendication d'un Etat au nom duquel la bourgeoisie fait se dresser pour la défense de ses intérêts les prolétaires les uns contre les autres dans les deux camps.

Dans les camps qui s'affrontent au Moyen-Orient, où le "progressiste" d'hier devient le "réactionnaire" de demain, comme l'Egypte, où le "héros de la révolution" d'un jour devient le "dictateur sanglant" le jour suivant, comme en Iran, les exploités et les masses paupérisées servent de masse de manœuvre. La défense des "peuples" sert à les attacher au capital, à les embrigader dans la lutte armée entre Etats.

Au fur et à mesure que la crise s'approfondit, les alibis idéologiques qui servent les intérêts de l'impérialisme, s'affaiblissent. Les luttes ouvrières contre la crise dans chaque pays montrent chaque fois qu'il n'y a pas d'autre terrain pour la défense des intérêts du prolétariat et le combat contre l'oppression que la lutte internationale de la classe ouvrière. Les grèves ouvrières, comme celles qui se sont produites en Egypte et en Israël, en Iran, et dans tous les pays, par l'unité de leurs revendications et la seule arme qu'elles constituent contre les attaques de la bourgeoisie, sont la seule base pour une résistance véritable à l'oppression capitaliste.

Au nom de la "prosperité israélienne", du "progressisme" ou du "socialisme", de la "révolution palestinienne" ou "islamique", les masses au Moyen-Orient ont payé et paient encore le tribut de la contre-révolution qui s'est abattue sur le prolétariat dans les années 20 et qui a laissé libre-cours à l'impérialisme. C'est la reprise de la lutte de classe dans le monde entier et surtout dans les pays développés qui a empêché un déchaînement généralisé de la guerre. Mais celle-ci reste latente. C'est la poursuite de cette lutte vers une perspective de révolution mondiale qui seule peut permettre de mettre définitivement un terme aux massacres et à l'oppression.

LE FAMEUX "DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES" N'EST EN REALITE QUE LE DROIT DE LA BOURGEOISIE A DISPOSER DES PEUPLES

Dans la période actuelle, comme cela s'est vérifié depuis soixante ans, il n'y a pas de place pour un quelconque "droit à l'autodétermination" sur un territoire national, qui permettrait un pas en avant contre la misère, l'oppression et l'exploitation. Revendiquer l'"autodétermination du peuple", c'est revendiquer le choix de son exploitateur : dans quel Etat se faire exploiter, par qui, allié avec qui.

Le "droit à l'autodétermination" a servi au lendemain de la 1ère guerre mondiale comme thème essentiel de la contre-révolution pour rabattre le prolétariat dans le camp de la bourgeoisie, pour maintenir la division du monde en une constellation d'Etats dont l'"indépendance" d'aucun n'a jamais pu permettre de répondre aux aspirations de la classe ouvrière.

Il n'y a plus de place aujourd'hui pour un capitalisme progressiste qui fournisse moyens de subsistance et amé-

liorations des conditions de vie. Des masses toujours plus grandes sont rejetées au chômage, y compris dans les grands pays industriels.

Avec la vague révolutionnaire de 1917-23, l'Internationale Communiste commit l'erreur de croire que la revendication du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" pouvait constituer un levier sur lequel le prolétariat pourrait s'appuyer ; d'une part, pour affaiblir la bourgeoisie des grandes puissances et, d'autre part, pour accroître et développer sa lutte. C'est le contraire qui s'est produit. Ce "droit" a permis l'assujettissement de la classe ouvrière à la bourgeoisie et l'a soumise par là à l'impérialisme mondial, en la désorganisant, en contribuant à ce que le nationalisme prenne le pas sur l'internationalisme, et en faisant passer au second plan, pour les éliminer, les intérêts communs des prolétaires par delà les frontières.

Ce qui était au départ une erreur s'est transformée en contribution à la victoire de la contre-révolution, en une politique de la bourgeoisie ouvertement contre-révolutionnaire. Il n'y a plus de place aujourd'hui pour le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes".

La seule perspective possible, l'autonomie de la classe ouvrière, son indépendance par rapport aux autres classes et couches de la population, son unité internationale et la généralisation de sa lutte, ne passe pas par mais CONTRE l'"autodétermination", l'"indépendance nationale", la constitution d'Etats, fussent-ils présentés comme "démocratiques" ou "socialistes" ou autres. Chaque moment où le prolétariat cède sur ce terrain est un pas de plus pour la bourgeoisie au niveau mondial pour imposer son exploitation et pousser vers la "solution" à sa crise : la guerre impérialiste généralisée.

M. G.

Lisez
notre brochure

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL
brochure n°2

NATION



ou CLASSE ?



LIBAN

la curée impérialiste

■Voilà maintenant plus d'un mois que les télévisions hypocrites du "monde libre" vomissent quotidiennement leurs pseudo-reportages sur la guerre du Liban, avec les mêmes images d'horreur de villes détruites, de cadavres déchiquetés, de populations affamées et apeurées, de blindés surplombant Beyrouth et pilonnant, consciencieusement et systématiquement, bâtiment par bâtiment, rue par rue, quartier par quartier.

Résultat de cette opération baptisée par les israéliens "paix pour la Galilée" : plus de 20 000 morts, des milliers de prisonniers pour lesquels des camps ont été créés dans le Sud-Liban et des populations entières plongées dans une misère encore plus profonde.

Partout, Begin et Sharon sont présentés comme les seuls coupables de ce bain de sang. Et en effet, Begin n'a-t-il pas fait l'éloge du bombardement de Dresde par les alliés en 1945 pour justifier le bombardement des concentrations civiles de Safda, Tyr et Beyrouth ?

Mais derrière ces deux bouchers de la bourgeoisie il y a tout le bloc occidental car le conflit, comme tous ceux qui l'ont précédé, n'est en rien un conflit local. L'enjeu réel de cette guerre n'est pas la survie de l'Etat d'Israël ni même celle du "peuple palestinien" ou de l'OLP. Les intérêts en jeu sont d'une autre nature : il s'agit, par l'intermédiaire de l'armée israélienne, d'imposer une main-mise complète et définitive du bloc occidental sur cette région du monde et de ce fait d'en chasser, une bonne fois pour toute, le bloc russe. Sur le terrain même, il s'agit d'éliminer les dernières possibilités d'influence du Kremlin à travers l'OLP et la Syrie. Mais il s'agit aussi et surtout, pour lui, de faire au Moyen-Orient une forteresse militaire et stratégique face à celle qu'a construit le bloc adverse en Afghanistan ; et cela lui est d'autant plus nécessaire qu'il a perdu à travers la destabilisation de l'Iran, une de ses pièces-maîtresses. C'est dans la lutte sans merci que se livrent les deux blocs à l'échelle planétaire, qu'il faut inscrire la guerre actuelle au Liban. C'est dans cette optique que la bourgeoisie occidentale a préparé et planifié cette opération.

Depuis quelques mois, et notamment à travers l'annexion du Golan, la répression en Cisjordanie et l'évacuation du Sinaï, le gouvernement israélien préparait et attendait le moment favorable et surtout le feu vert de ses alliés pour déclencher l'offensive.

C'est cette préparation à laquelle notamment Mitterrand a participé en se rendant à Jérusalem, Cheysson en faisant le tour des pays arabes modérés et Mauroy, en faisant son "courageux" voyage à Beyrouth.

De plus, nous pouvons voir Sharon quand il déclare dès le début de l'offensive :

"Lors de ma visite aux Etats-Unis (à la fin du mois de mai), j'ai surtout traité du problème du terrorisme palestinien, et les américains ont compris qu'Israël n'avait pas d'autre choix que de frapper."

Et c'est ce même Sharon qui affirme qu'il avait préparé l'invasion du Liban "dès sa nomination comme ministre de la Défense" en août dernier.

Une fois les hordes lâchées, chacun y est allé de son complet, soit avec cynisme, comme Reagan qui trouvait peut-être que les Israéliens exagéraient un petit peu et a fait mine de leur retenir le bras en "les arrêtant" aux portes de Beyrouth, soit avec hypocrisie comme les pays arabes et autres pays non-alignés qui ont poussé des cris d'horreur, ou comme la France qui a fait connaître sa réprobation, mais surtout... a laissé faire.

Maintenant que le "nettoyage" est bien avancé et que l'OLP est cerné dans Beyrouth entre les blindés israéliens et les phalanges chrétiennes, toute la bourgeoisie occidentale accourt au chevet du mourant, pour trouver "une solution pacifique" au problème, instaurer "un nouvel ordre politique dans la région" à son bénéfice.

Pour cela, toutes les tractations qui se déroulent aujourd'hui et desquelles est exclue l'URSS, ont pour but :

- de désarmer et de contrôler les palestiniens en les parquant hors de Beyrouth,
- de faire pression sur la Syrie, économiquement, politiquement et militairement pour lui faire entendre raison,
- de stabiliser le Liban en y installant un gouvernement pro-occidental fort.

Le bloc occidental, sous la direction des USA, a aujourd'hui toutes les cartes en main. Toutes les "bonnes volontés" de l'Ouest sont utilisées.

Au premier plan, Reagan, de Washington, dirige les opérations et reçoit

saoudiens, syriens, israéliens, et autres. Pour contrôler la situation sur le terrain, il a dépêché son envoyé spécial Ph. Habib.

Quant aux autres "bonnes volontés", on trouve en première ligne les européens et surtout la France "socialiste et humaniste" (Mitterrand n'a-t-il pas condamné clairement Begin et reçu un représentant de l'OLP à l'Elysée ? Le brave homme que voilà !) qui propose ses bons offices et ses propres initiatives de "paix" pour ... atteindre les mêmes buts.

Derrière tous ces ténors du bloc, on a même vu des "personnalités" de l'intelligentsia occidentale "au dessus de tout soupçon" comme Mendès-France intervenir auprès des palestiniens, ou même faire le voyage de Beyrouth pour "raisonner" Arafat comme l'israélien Averi.

Tout le monde est d'accord, il faut stabiliser le Moyen-Orient au profit du bloc US.

La poursuite de cet objectif ne date bien évidemment pas d'aujourd'hui. Ce conflit (et la mise en ordre à laquelle il aboutit) n'est que le dernier moment en date d'une stratégie plus globale et d'un long processus qui va du passage de l'Egypte dans le camp occidental au lendemain de la guerre du Kippour, en passant par "la paix" de Camp David, et même par l'élimination de Sadate devenu un obstacle à la réunification du monde arabe dans le giron du bloc occidental.

"Derrière la victoire au Liban, il y a l'accord de paix avec l'Egypte. Si nous n'avions pu compter sur cet accord, l'armée israélienne n'aurait pas pu envoyer au Nord des concentrations aussi puissantes, ni exercer une telle menace sur le front libano-syrien".

C'est un ancien chef des renseignements militaires israéliens Shlomo Gazith qui le dit.

Après avoir réglé à Camp David, les problèmes majeurs entre Israël et

l'Egypte, et derrière l'Egypte, la majorité des pays arabes, le bloc US a chargé l'armée de Sharon de supprimer les dernières réticences qui pouvaient encore exister dans cette région.

Profitant de la faiblesse actuelle du bloc impérialiste ennemi au Moyen-Orient, qui ne peut manifestement apporter aucun soutien ni à Hafez El Assad, le syrien, ni à Arafat, l'occident met ainsi la dernière main à cette stratégie d'alignement de toute cette bourgeoisie du Moyen-Orient.

Isolés et cernés de toutes parts, l'OLP et l'Etat syrien n'ont d'autre alternative que d'intégrer sagement les rangs du bloc US, et d'accepter au plus bas prix les conditions de leur intégration.

C'est ce qu'exprime clairement Arafat quand il souhaite "ouvrir un dialogue direct avec les USA", de même que l'OLP est aujourd'hui plus enclin à faire des concessions sur ce qui était encore il y a deux mois : "les droits légitimes du peuple palestinien". En effet, parmi ses dirigeants, certains sont aujourd'hui prêts à reconnaître l'Etat d'Israël et même à accepter, une Palestine rétrécie à la Cisjordanie.

Ce sont ces marchandages sordides entre bourgeois auxquels on assiste ; c'est cela que les journaux appellent "la phase diplomatique" du conflit.

Dans ce conflit, la bourgeoisie occidentale unie n'a comme seul but que de débouter définitivement le bloc russe du Moyen-Orient, et la bourgeoisie palestinienne n'a comme seul but que de "sauver sa peau". Les populations libanaises et palestiniennes n'ont, de ce fait, d'autres perspectives que celles de tomber sous la mitraille ou de servir de "chair à canon" pour des causes qui ne sont pas les leurs.

Ce n'est que lorsque le prolétariat mondial mettra en avant sa propre perspective, la révolution communiste, et détruira la bourgeoisie, qu'il mettra fin définitivement à ces massacres quotidiens, au Liban comme ailleurs.

J.E

POLEMIQUE

P.C.I.

(suite de la p. 6)

le PCI prisonnier de l'opportunisme

Le P.C.I. semble avoir décidé de s'implanter dans le milieu des "combattants palestiniens". Pour cela, il mise cyniquement sur l'hypothèse suicide du développement d'un jusqu'au-boutisme dans la guerre parmi les fidèles de l'O.L.P.

"L'autre hypothèse extrême, celle de l'impossibilité d'un compromis et d'une résistance armée jusqu'à la dernière goutte de sang n'est pas non plus à éliminer. Dans ce cas, la faillite de la 'stratégie diplomatique' suivie depuis des années par l'OLP démontrerait sa totale faillite, mais ceux qui crient à l'avance à la trahison et à la capitulation se trouveraient en porte-à-faux".

Le massacre jusqu'au bout pour que le parti s'implante ! Telle est l'hypothèse de travail envisagée et souhaitée par le P.C.I. Pour ne pas être en "porte-à-faux", le P.C.I. affirme tout aussi équivoquement la nécessité de mettre le programme révolutionnaire un peu en sourdine, histoire que les principes internationalistes n'

effraient pas trop le nationalisme qui cimente tout mouvement palestinien.

Pour cela, on abandonnera les exigences de classe-momentanément bien sûr pour ne s'attarder qu'à celles du combat militaire nationaliste. "On doit se garder" -écrit le PCI- "de donner à cette critique (de l'OLP) un caractère programmatique général ou abstrait, c'est à dire délié des exigences réelles de la lutte ..."

"(...) on doit éviter de donner à la critique de l'OLP, même la plus juste du point de vue des canons programmatiques une place disproportionnée par rapport aux tâches premières, et plus urgentes, au moins dans un premier temps ..."

Quelles sont ces "tâches premières plus urgentes" ? Le P.C.I. répond : "les exigences politiques et militaires de la riposte à l'attaque israélienne, phalangiste et impérialiste et de la solidarité effective avec les combattants au Liban ?" C'est à dire avec l'OLP entre autres.

Concrètement ce n'est rien d'autre que du plus pur opportunisme nationa-

liste ; c'est une organisation révolutionnaire qui tait son programme internationaliste pour lécher les bottes des militaires palestiniens.

Les stratèges du P.C.I. justifient-avec une certaine part de raison- un tel choix, en expliquant que pour un révolutionnaire, affirmer "les prolétaires n'ont pas de patrie" dans un milieu de patriotes palestiniens, c'est, à coup sûr, risquer sa peau. Mais cela ne prouve qu'une chose, c'est que les internationalistes, tout comme l'ensemble du prolétariat, n'ont rien à gagner et tout à perdre dans les galères nationalistes. Les appareils nationalistes et leurs idéologies sont des machines à mater le prolétariat. Le P.C.I., dit aussi

"programmatiste" en souvenir de l'époque où il critiquait le frontisme des bolchéviks au nom de la nécessité de ne jamais cacher le programme communiste, ne jamais faire de concessions face aux points fondamentaux du programme, crache sur le meilleur de son histoire, sous l'empire de la représentation bourgeoise du prolétariat (il faut s'implanter-partout), dans le marais de l'opportunisme.

Le P.C.I. subit depuis sa naissance la confusion qu'il reprend des bolchéviks sur le soi-disant "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes."

La pénétration de l'idéologie bourgeoise qui, sous la forme gauchiste, semble s'être frayée une voie triomphale dans le PCI, a trouvé dans cette confusion un point d'appui pour faire basculer un peu plus l'orientation de l'organisation vers le terrain du capitalisme.

Une organisation incapable de raisonner en termes de classe, incapable de défendre sans crainte le programme communiste, non seulement est inutile, mais elle est perdue pour le prolétariat, c'est-à-dire récupérée, contre lui, par la bourgeoisie.

Il faut bien voir la gravité de la position que le PCI soutient à propos de la guerre capitaliste israélo-palestinienne. Il faut surtout dénoncer la façon dont il le fait : dans les circonstances d'une troisième guerre mondiale entre impérialistes, les justifications avancées deviendraient tout simplement l'idéologie capitaliste qui pousse les prolétaires à s'entre-égorger.

PCI (le prolétaire) : vers l'abandon des principes de classe

Entre révolutionnaires, on débat, on polémique, on confronte les arguments sans complaisance, avec la conviction d'avoir la raison et la justice pour soi, c'est normal, c'est surtout un devoir. Les organisations bourgeoises, on les dénonce, un point c'est tout. Est-ce que l'on peut encore discuter avec le Parti Communiste International ("Le Prolétaire") ? Nous pensons que oui, MAIS...

Invariablement, depuis que nous prenons la parole au sein du milieu révolutionnaire, invariablement, à propos du Chili, à propos de l'Angola, à propos du Cambodge, à propos du Moyen-Orient, à propos aussi de la lutte des travailleurs immigrés en France, invariablement, nous avons dit les très dangereuses implications opportunistes que renferme le cadre des positions théoriques du PCI sur la question nationale et le rôle de la bourgeoisie dans les "aires" géo-politiques dites du tiers-monde. Nous avons dit, et le répétons dans l'article ci-après, que ces théorisations, développées à leurs extrêmes conclusions, devaient entraîner le PCI à la répudiation des principes de classe; l'amener à la capitulation irrémédiable, et surtout à sa récupération définitive par la bourgeoisie, pour le meilleur profit de celle-ci contre le prolétariat.

L'orientation que, par malheur, nous voyons le PCI prendre au sujet du Liban et du présent conflit capitaliste entre Israël et le proto-Etat palestinien confirme pleinement cette crainte. Mais ici, les implications des positions théoriques ont porté le PCI à un point qu'il n'avait jamais jusqu'ici osé atteindre. Il s'agit réellement d'un pas très grave vers le camp bourgeois.

Seul un infantilisme du milieu révolutionnaire ferait qu'on se méprenne sur le sens de notre démarche. Ce n'est pas en juges-arbitres infaillibles que nous nous posons, mais en militants prolétaires responsables.

Le dit milieu révolutionnaire, et les militants qui le composent, s'identifient comme tel parce qu'il se sait porteur des positions principales de classe, essentielles et absolument démarquées de la gauche bourgeoise. Parmi tous ces principes, aucune composante du milieu, aucun militant prolétaire ne saurait transiger en si peu que ce soit sur le plus important de tous, le principe devant la guerre impérialiste et le nationalisme. Aucun groupe, pas même le PCI.

Le PCI est depuis longtemps, congénitalement pour ainsi dire, sur une très mauvaise pente : celle-ci paraît bien aujourd'hui l'orienter vers l'issue catastrophique. Nous prenons jus-

toment nos responsabilités en disant que la trahison complète du PCI serait une très lourde perte pour le prolétariat. On ne peut décréter comme ça, par colère, le passage d'une organisation prolétarienne dans les rangs ennemis, car la constitution de celle-ci a représenté et représente un énorme effort de la classe ouvrière pour se créer un cadre politique. On ne liquide pas sans examen sérieux le capital fondamental que constitue pour la classe ouvrière l'existence d'une telle organisation, quelle que soit l'importance de ses vices constitutifs : il y faut des raisons indiscutables, que ne réunit pas encore l'attitude prise par le PCI en faveur du camp capitaliste palestinien, si grave, très grave même soit-elle. Autant que faire se peut, coûte que coûte, il faut, de l'intérieur d'abord, mais de l'extérieur aussi, essayer de préserver la classe ouvrière un de ses groupements politiques. Mais il ne saurait en aucune espèce de façon être question que l'on tolère la plus petite altération que ce soit du principe fondamental antinationaliste, "masses palestiniennes opprimées", ou pas.

La gangrène bourgeoise est bel et bien en train de pourrir le corps révolutionnaire du PCI. De toute urgence, il convient que le mal soit stoppé. C'est là une question qui interpelle, avec le PCI d'abord, tout le milieu communiste. Avant qu'il ne soit trop tard, il s'agit que la partie saine du PCI réagisse.

Depuis plusieurs années, la tendance à dégénérer du PCI se traduit par une contamination gauchiste. Les pratiques activistes, frontistes du PCI, couronnées par l'incroyable facilité qu'on lui voit, maintenant, à propos du Moyen-Orient, de passer sous le boisseau la rigueur programmatique, trahissent l'opportunisme du PCI. Cet opportunisme devient du gauchisme pur et simple, dans sa récupération bourgeoise. La contamination gauchiste n'est que la forme de la lutte idéologique de la bourgeoisie contre les révolutionnaires à l'époque des affrontements de classe décisifs. Nous n'avons que le choix de réagir, d'extirper de notre sein, le gauchisme, ou c'est lui qui nous emportera. A cette pénétration, nous-mêmes, nous la prise qui a éclaté chez nous l'an passé, avons dû faire face, ainsi que d'autres groupes révolutionnaires.

Nous avons pour cela payé un prix très cher, mais il faut le payer. Sans échappatoire possible, il faut que la question de la position du PCI sur la guerre israélo-palestinienne soit portée sur la table des discussions, au PCI d'abord, et ailleurs. Ce faisant, il s'agit de remonter aux plus profondes racines de cette position; de voir qu'elle n'est que l'aboutissement d'un processus. Cela est d'une importance capitale.

Le Parti Communiste International se réclame de la tradition de la Gauche Communiste Internationale qui a su et a été une des seules organisations dans le passé, aussi bien à reconnaître le caractère capitaliste des Etats "staliniens", qu'à dénoncer la nature impérialiste de la guerre d'Espagne ou de la seconde guerre mondiale. Face au triomphe de la contre-révolution stalinienne en U.R.S.S. au cri du "socialisme en un seul pays", face à l'enbriguement du prolétariat mondial dans les camps bourgeois "de la défense de la démocratie" et du fascisme, la Gauche Communiste avait réussi dans des conditions d'isolement terribles, à défendre et à développer le point de vue de classe prolétaire, internationaliste. C'est ce point de vue qui est totalement absent dans l'actuelle

prise de position du P.C.I. face à la guerre du Liban. Aussi, à part quelques rares formules abstraites sur la nécessité d'une certaine indépendance du prolétariat arabe par rap-

port aux autres couches sociales, la position du P.C.I. se distingue à peine de celle d'une quelconque organisation nationaliste palestinienne radicale.

Position de classe ou nationalisme

Pour justifier sa position, le P.C.I. présente la situation au Moyen-Orient de la façon suivante : d'un côté, il y aurait "les masses exploitées" constituées par les palestiniens, de l'autre côté les exploités : l'Etat d'Israël. La suite est simple, la division de la société en classes se trouve volatilisée dans la pure hystérie nationaliste. Escamotée la bourgeoisie palestinienne; disparus les prolétaires israéliens.

Les bandes armées palestiniennes, entretenues par des fractions de la bourgeoisie arabe et internationale, qui imposent dans les zones et les camps palestiniens sous leur contrôle, une dictature militaire sans pitié, prélevant impôt en monnaie et en sang dans la population, ces structures étatiques de la bourgeoisie palestinienne sont présentées par le P.C.I. comme "les prolétaires et les masses exploitées en armes". "... les combattants qui résistent héroïquement à Beyrouth" -écrit le PCI- "sont avant tout des éléments prolétaires et plébéiens, qu'il s'agisse ou non des fédayins..." "Les masses exploitées et les réfugiés politiques de tout le Moyen-Orient, ont ainsi pu 'se saisir des armes laissées par l'armée syrienne', si bien qu'on compte au moins 50 000 hommes et femmes en arme à Beyrouth et donc pas seulement les 10 000 à 15 000 fédayins encadrés par l'O.L.P." Mais, premièrement, le fait que ce soit des prolétaires et des exploités en général qui servent de combattants et de chair à canon ne rend pas plus "prolétarienne" l'armée palestinienne que l'armée israélienne constituée elle aussi pour l'essentiel de prolétaires et de travailleurs contraints au service militaire.

Deuxièmement, "les hommes et les femmes en armes à Beyrouth", n'ont rien à voir avec des prolétaires organisés et armés : les armes et la popu-

lation sont encadrées comme n'importe quel Etat bourgeois, par les chefs du "futur Etat", l'O.L.P. et les autres, prétendant au gouvernement capitaliste.

Cet effort du P.C.I. pour travestir la réalité en décrivant le camp palestinien comme "des masses exploitées en armes", comporte symétriquement la présentation de l'Etat d'Israël non pas comme un Etat capitaliste avec une bourgeoisie et un prolétariat, mais comme un bloc sans classe, un tout maléfique qu'on désigne d'adjectifs aussi ambigus qu'insignifiants tels : "Etat pied-noir" ou "Etat mercenaire". A côté de l'assimilation du camp palestinien au prolétariat, il faut assimiler l'Etat d'Israël à l'incarnation de l'ordre bourgeois, cause et responsable de tous les maux dans cette partie du monde. Ainsi "le Prolétaire" écrit :

"Les prolétaires et les masses exploitées arabes sentent d'instinct (?) qu'il ne saurait y avoir de paix avec le sionisme, et que tant que l'Etat mercenaire d'Israël sera debout, existera non seulement l'oppression coloniale des masses arabes au Moyen-Orient, mais aussi le principal pilier de l'ordre bourgeois et impérialiste dans la région".

Pour défendre des positions contre-révolutionnaires, il est indispensable de détruire toute analyse réelle en termes de classe. C'est ce que fait le P.C.I., comme un vulgaire groupe maoïste ou tiers-mondiste.

Dans le Manifeste Communiste, Marx et Engels définissaient une des principales tâches des communistes de la façon suivante : "Ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat tout entier, sans considération de nationalité".

Lorsque, comme le P.C.I. au Moyen-Orient, on nie la réalité de classes pour ne voir les problèmes qu'en terme de nations et Etats, il est impossible de remplir une telle fonction, voire même de l'envisager.

Position de classe ou frontisme

Le P.C.I. prétend qu'il y aurait des intérêts communs à l'O.L.P. et au prolétariat. Dans la mesure où l'organisation d'Arafat menait une lutte "pour l'accomplissement des dernières tâches bourgeoises dans le tiers-monde". En d'autres termes, la formation d'un nouvel Etat au Moyen-Orient et la destruction de l'Etat d'Israël seraient les derniers restes de l'œuvre révolutionnaire de la bourgeoisie dont l'accomplissement constituerait des conditions préalables ou des puissants leviers, pour la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Il faut vivre totalement en dehors de la réalité-avec un siècle de retard- pour croire que la formation d'un nouvel Etat quelqu'il soit, constitue aujourd'hui une condition indispensable à l'accomplissement de la révolution prolétarienne mondiale, ou même au mûrissement des conditions de la lutte du prolétariat au Moyen-Orient. La lutte pour un Etat palestinien comme la lutte pour la défense d'Israël ne sont que les couvertures d'une guerre entre blocs impérialistes dont toutes les caractéristiques sont celles de la barbarie décadente du capitalisme. Les prolétaires les exploités de ces régions ne sont pas les protagonistes de ces guerres, mais la chair à canon. Ils n'y ont

rien à gagner. La condition qui manque au développement des luttes autonomes du prolétariat dans cette partie du monde, ce n'est pas la formation d'un nouvel Etat bourgeois, mais le rejet par le prolétariat des mystifications nationalistes qui l'enchaînent aux différentes bourgeoisies locales.

Quant à l'idée que ces luttes nationales pourraient servir de tremplin, de levier à d'authentiques mouvements prolétaires, l'histoire a amplement démontré qu'il n'y a pas de continuité possible entre l'esprit nationaliste (essentiellement) bourgeois et fondé sur l'idée de l'unité et de la fraternité des classes et l'esprit prolétaire (essentiellement) internationaliste et fondé sur la lutte contre la classe dominante). L'idéologie nationaliste n'engendre pas la conscience révolutionnaire du prolétariat : elle l'empêche de surgir et la détruit.

Pour le prolétariat mondial, au Moyen-Orient comme ailleurs, le mot d'ordre n'est pas la création de nouveaux Etats bourgeois, mais la destruction de tous les Etats par les prolétaires du monde unifiés.

Il n'y a pas de continuité entre Arafat et la révolution prolétarienne si ce n'est une lutte à mort.

(Suite p. 7)

■ Au sein de la barbarie, des massacres et génocides du Moyen-Orient, où s'affrontent par peuples interposés, les blocs impérialistes, le P.C.I. a encore trouvé un camp à appuyer contre l'autre se transformant de ce fait en chantre de cette guerre.

Dans un numéro du Prolétaire en grande partie dédié à la guerre au Liban, le P.C.I. a développé une analyse et épousé une attitude dignes du plus abject nationalisme jusqu'aboutiste du type : "à chacun son Israélien". Le P.C.I. appelle les prolétaires "arabes" à participer à la guerre "jusqu'à la dernière goutte de sang", contre "l'Etat pied-noir d'Israël", et offre son appui, à peine critique aux chefs militaires de l'O.L.P. (Voir "Le Prolétaire" n°363).

■ La numérotation de notre journal en France passe le cap des 3 chiffres. En respectant bien les proportions, risquons une comparaison. Les bolchéviques, quand la révolution russe dépassa en durée les 70 jours de la Commune de Paris, en tirèrent un légitime sentiment de victoire. En bien, quant à la longévité de notre journal, nous sommes aussi en droit d'éprouver quelque satisfaction de dépasser en durée l'expérience publiciste de nos devanciers de la Gauche Communiste, "Bilan" et "Internationalisme". A juste escient, on nous fera remarquer que c'est fort heureux. En effet, "Bilan" et "Internationalisme" avaient sur notre mérite, l'avantage d'exister dans une époque absolument contraire à l'audience des révolutionnaires. Par contre, la présence, aujourd'hui, d'une perspective révolutionnaire, nous crée de plus grandes responsabilités et de plus pressants devoirs par rapport à notre classe.

Les chiffres ronds sont prétextes à bilan, mais ce numéro cent de RI tombe aussi à un moment charnière de la lutte de classe, qui invite à l'examen de l'expérience antérieure depuis 1968.

C'est en nous plaçant dans une perspective de travail à long terme que, voici déjà 14 ans, sans expérience ni continuité organique, nous entreprenions la parution d'une première revue. La reprise mondiale de la lutte de classe s'affirmait alors tout juste. Mais dès cette époque, nous savions qu'il nous fallait nous préparer à approfondir et intensifier notre intervention écrite, en prévision d'une accélération inévitable de l'histoire et des luttes ouvrières.

L'histoire de notre publication retrace le progrès de cette préparation. De 1968 à 1972, en quatre ans, nous n'avons fait paraître que 7 numéros de notre premier organe de presse. A l'époque, les grands affrontements prolétariens étaient encore en devenir, notre tâche consistait surtout dans la réappropriation des acquis du passé, balayés par la contre-révolution. Un certain stade de cette réappropriation était cependant atteint quand, au début de 1973, nous lançâmes la seconde série, toujours sous la forme revue, de notre organe.

Cela était également le résultat d'un effort de regroupement des forces révolutionnaires, puisque cette nouvelle série devenait l'instrument d'une organisation française élargie par fusion de trois groupes. De 1973 aux derniers mois de 1975, les quelques 15 numéros de "RI" qui sortirent en moins de trois années, traduisent indubitablement, par rapport à l'époque précédente, l'accélération de notre solidification organisationnelle. La régularité de l'effort, test imparable pour des groupes révolutionnaires prétendant tenir leur rôle dans la classe ouvrière, étant acquise, nous passâmes d'un rythme bi-mestriel de parution de notre revue à une fréquence mensuelle. Cette adaptation annonçait une mutation plus importante encore, la transformation de la revue en journal. Un journal, en effet, suppose une plus profonde implication politique par rapport à la marche de la lutte des classes. Cette mutation intervint en février 1976, elle sanctionnait, chez nous, une prise de conscience des tâches des révolutionnaires à notre époque. C'est le temps aussi où "RI" s'incorporait comme section en France dans le CCI, récemment constitué à l'échelle mondiale.

Cela ne veut pourtant pas dire qu'en 1976 déjà, nous possédions une idée claire de ce que doit être un journal d'intervention révolutionnaire. Loin de là. Cette idée, il a fallu plus d'une soixantaine de nouveaux numéros de "RI-journal" pour que, d'articles en articles, de parutions en parutions, poussés par la complexification de la situation, bousculés souvent par l'expérience ouvrière, nous la précisions et la comprenions mieux, dans toutes ses implications. Cela ne fut pas sans ratages, sans faux-pas, mais aussi sans améliorations réelles. Aujourd'hui encore, cependant, nous ne sommes pas sûrs de bien saisir toute l'exigence de l'intervention par un journal. Cela d'autant plus que le développement de la lutte ouvrière, pose de nouvelles questions, remet en cause les routines.

Ainsi, satisfaits, certes, d'avoir été capables de soutenir notre effort, nous sommes aussi conscients de la relativité du résultat présenté.

Car nous voici, avec ce numéro 100, au début d'une époque décisive de la lutte du prolétariat. A la hauteur des exigences terribles de cette nouvelle période, il va falloir absolument que nous hissons notre intervention, plus en qualité même qu'en quantité. Y sommes-nous bien préparés ? En tout cas, nous sommes bien déterminés à remplir nos tâches.

Mais "RI", journal révolutionnaire, doit pouvoir aussi compter, et plus que jamais maintenant, sur ceux qui le lisent. Son amélioration dépend également de la critique, des suggestions et des contributions de ses lecteurs. C'est pourquoi, fermement, nous renouvelons nos appels à la correspondance. Les quelques militants de RI et du CCI en son entier, tributaires par force de l'information bourgeoise qu'ils sont, ne connaissent pas toujours les luttes ouvrières et la vie politique prolétarienne qui ont lieu partout dans le monde. Sur ce point donc, nous enjoignons pressamment nos correspondants des pays d'Afrique et d'Asie à nous écrire des informations et des commentaires.

Enfin, un journal comme "RI" est aussi un effort financier. L'approfondissement accéléré de la crise capitaliste a nécessairement pour effet d'en accroître le poids dans des proportions très lourdes. Il est nécessaire que "RI" paraisse ; il est impérieux, coûte que coûte, qu'il intensifie l'intervention du CCI en France. Ainsi, il nous faut davantage insister pour que nos lecteurs s'abonnent. Pour la même raison, nous leur lançons un tout particulier appel à la souscription. Et nous demandons encore que nos lecteurs et sympathisants nous aident à diffuser le journal, en commandant plusieurs exemplaires qu'ils pourront revendre utilement.

Soutenir "RI", par tous ces moyens, c'est une forme de participation au combat international, déterminant que la classe ouvrière est déjà en train d'entreprendre contre le monde capitaliste en crise mortelle, mais qui ne se laissera pas mourir, sans que nous l'y aidions de toutes nos forces.

lisez la revue internationale

sommaire du n°30

LA GUERRE DES MALOUINES

POURQUOI L'ALTERNATIVE
GUERRE OU REVOLUTION

CRITIQUE DE BOUKHARINE (2)

CRITIQUE DE "LENINE PHILOSOPHE"
de PANNEKOEK (Internationalisme,
1948), (4)

Courant Communiste International

lisez notre brochure

Contribution à une histoire
du mouvement révolutionnaire

LA
GAUCHE
COMMUNISTE
D'ITALIE

30F



Courant Communiste International

Vie de l'organisation

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

Directeur de Publication :
D. VAN CELST - n° de commission
paritaire : 54 267

DIFFUSE PAR LES NMPP

Imprimerie G TAUTIN, 4, passage
Dieu - PARIS 20e

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDEREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION (RFA)
Postfach 410308, 5000 KÖLN 41

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros
la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
100 F 110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
55 F 70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
110 F 110 F 140 F

ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
60 F 70 F 90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

réunions publiques

voir les dates et lieux ci-dessous

LYON
Réunion Publique : le 17.09.82 à 21h,
au 3, rue Diderot, Lyon 1er, sur le
thème : "LA PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE
DANS L'APPROFONDISSEMENT DE LA
CRISE".
Permanence : le 21.09.82 à 18h, même
adresse.

MARSEILLE
Permanence : le 13.08.82, de 18h à 19h
à l' "Artistic Bar", 4, cours
J. Thierry (1er).

PARIS
Réunion Publique le 11.09.82 à 17h au
27, av. de Choisy, Paris 13ème, thème
non encore déterminé.
Permanences : tous les samedis sauf
ceux des réunions publiques, à 16h.
Au mois d'août, les permanences se
tiendront au café "Le Canon de la
Nation", place de la Nation, Paris
12ème. (le journal RI tiendra lieu de
point de reconnaissance).

TOULOUSE
Réunion Publique le 27.08.82 à 21h, à
la Cité de l'Arsenal, bât. C, sur le
thème : "SITUATION EN FRANCE : PAS DE
SACRIFICE POUR L'ECONOMIE NATIONALE".
Permanence : tous les vendredis à
18h30, sauf le jour de la réunion pu-
blique, au bar "Le Colbert", avenue
St Exupéry (Pont des Demoiselles).

5^{ème} congrès de révolution internationale

"JE VEUX DIRE PAR LA QUE L'HISTOIRE NOUS REND LA TACHE MOINS AISEE QUE LORS DES REVOLUTIONS BOURGEOISES, OU IL SUFFISAIT DE RENSERVISER LE POUVOIR OFFICIEL AU CENTRE ET DE LE REMPLACER PAR QUELQUES DIZAINES D'HOMMES NOUVEAUX, TOUT AU PLUS..."

(...) TELLE QUE JE VOUS LA DEPEINS, LA MARCHE DE L'OPERATION A L'AIR PLUS LENTE QU'ON NE SERAIT PORTE A LE CROIRE AU PREMIER INSTANT. JE CROIS QU'IL EST BON QUE NOUS ENVISAGIONS EN PLEINE CLARTE TOUTES LES DIFFICULTES ET TOUTES LES IMPLICATIONS DE CETTE REVOLUTION. CAR J'ESPERE QUE COMME MOI, AUCUN DE VOUS NE LAISSERA LA DESCRIPTION DES GRANDES DIFFICULTES, DES TACHES QUI S'ACCUMULENT PARALYSER SON ARDEUR OU SON ENERGIE; AU CONTRAIRE, PLUS LA TACHE SERA GRANDE, PLUS NOUS RASSEMBLERONS NOS FORCES. ET NOUS N'OUBLIONS PAS QUE LA REVOLUTION SAIT FAIRE SON OEUVRE AVEC UNE EXTRAORDINAIRE RAPIDITE".

Rosa Luxemburg. (Rapport sur le Congrès de fondation du Parti Communiste allemand).

■ Cette conclusion de Rosa Luxemburg au rapport de fondation du Parti Communiste allemand en janvier 1919 résume exactement l'esprit et le contenu du 5ème congrès que Révolution Internationale, section en France du CCI vient de tenir.

Neuf mois après l'affaire Chénier qui avait amené le CCI à exclure cet élément ainsi que d'autres membres en Grande-Bretagne, suite à leur comportement incompatible avec l'appartenance à une organisation révolutionnaire (vol de matériel, etc...), six mois après la Conférence extraordinaire convoquée par le CCI sur la fonction et le fonctionnement d'une organisation révolutionnaire (1), ce congrès revêtait un caractère de test, non seulement pour la section en France mais pour tout le CCI; un test pour savoir si le CCI était capable de se reprendre des tendances activistes, localistes et immédiatistes qui l'avaient traversée, et de remettre en oeuvre les conceptions fondamentales dégagées par la Conférence extraordinaire sur la fonction historique de l'organisation des révolutionnaires et ses responsabilités face à la

classe ouvrière.

Mais ce n'est pas seulement de ce point de vue que ce congrès revêtait une grande importance, mais également du fait que l'accélération des événements dans la situation mondiale nécessite un déploiement en profondeur de la théorie révolutionnaire comme instrument d'appréhension de la réalité historique, de son mouvement, de ses tendances. C'est pourquoi, la question de la situation mondiale, du rapport de forces entre la guerre et la révolution face à la crise historique du capitalisme et des conditions du développement de la lutte de classe était au centre de l'ordre du jour du congrès.

Enfin, la situation en France, dernier point à l'ordre du jour, constituait une concrétisation de la situation mondiale d'une importance d'autant plus grande que tant sa place au centre de l'Europe, que ses caractéristiques particulières, y réunissent un ensemble de conditions importantes pour de futures explosions de classe (voir dans ce numéro, l'article et la résolution sur la situation en France).

activités / organisation

Après la situation de crise latente qu'a traversé le CCI l'été dernier et qui continue de secouer l'ensemble du milieu révolutionnaire (2), les rapports, les discussions et les bilans de notre activité passée ne pouvaient être que critiques. Le congrès a dégagé toutes les difficultés rencontrées à travers un éparpillement de nos énergies dans l'immédiatisme, le localisme, la surestimation de nos forces politiques, et son corollaire, le laisser-aller. Même si, en chaque occasion, nous avons pu finalement réagir et tracer une voie correcte de pensée et d'action, parmi toutes les faiblesses de notre organisation dégagées par le congrès, la faiblesse qui consiste à courir après l'histoire ou plutôt après les événements, résumé, concentre en elle toutes les difficultés rencontrées par le CCI.

- Quand la réappropriation de la théorie révolutionnaire et la connaissance

de notre époque et de ses perspectives ne sont pas solidement enracinées et développées,

- Quand les tâches d'une organisation révolutionnaire en sont pas sérieusement délimitées,

- Quand tout le travail indispensable n'est pas le fruit de tous les militants agissant et pensant ensemble dans un cadre rigoureusement organisé et coordonné, alors, l'immédiatisme, le localisme et l'activisme ne sont eux-mêmes que des résultats, des effets inévitables, vécus d'autant plus mal si l'organisation est jeune et coupée de tout lien avec les organisations révolutionnaires du passé, détruites ou récupérées par la contre-révolution. Ceci est le cas de notre organisation.

Sur tous ces plans, le congrès a mis à nu la surestimation de nos forces issues des congrès précédents, mais il a aussi montré notre capacité de réagir,

ce qui est une des qualités essentielles d'un corps vivant.

Sur la base de ce bilan, nos orientations d'activités ont essentiellement mis en avant le lien indissociable et indispensable entre l'unité de l'organisation, la capacité théorique et politique et ce que l'on appelle "l'intervention dans la classe ouvrière" d'un côté; de l'autre que l'essentiel de nos préoccupations doit être de développer un travail qualitativement supérieur. La qualité de ce que nous avons à faire conditionne la possibilité d'un développement quantitatif de nos tâches.

Pour le mouvement révolutionnaire, il est en permanence extrêmement important, voire vital, de parvenir à mesurer avec justesse quel est l'état du rapport de forces existant entre les deux classes historiquement antagonistes de la société décadente : bourgeoisie et prolétariat.

Ce besoin se fait aujourd'hui d'autant plus ressentir dans une période où épisodes de guerre et luttes de classe se succèdent de manière incessante sans logique apparente.

Le 5ème congrès de la section en France du CCI s'est donc attaché à analyser la situation internationale présente, non de manière immédiatiste, événementielle, au jour le jour, mais en cherchant à trouver la signification de la réalité présente, le sens de son évolution, à la lumière de toute l'évolution historique du capitalisme depuis son entrée en décadence. Cette façon de procéder qui est fondamentalement celle du matérialisme historique est la seule qui permette aujourd'hui de comprendre que la seule alternative possible qui est posée à la société se pose dans les termes de guerre généralisée ou révolution prolétarienne mondiale. Ces deux termes s'excluent réciproquement et le rapport de forces bourgeoisie-prolétariat dans un arc historique donné de la décadence capitaliste détermine le sens du cours historique.

Aujourd'hui, le cours historique est, contrairement à ce que tente de faire croire la bourgeoisie, dirigée vers la possibilité d'une révolution prolétarienne mondiale, car les conditions objectives et subjectives existent comme peut-être jamais ce ne fut le cas depuis 1914.

La crise économique généralisée qui a ressurgi de plus belle depuis la fin des années 60 a aujourd'hui atteint un stade qualitatif d'approfondissement très élevé. Ce sont désormais les pays les plus développés (USA, Europe occidentale...) qui sont à leur tour touchés de plein fouet par la récession économique. Ceci prouve que toutes les recettes économiques mises en place par la bourgeoisie depuis la deuxième guerre mondiale sont devenues complètement inefficaces.

En effet, l'économie d'armement, la prise en charge généralisée de l'économie par l'Etat, tout ce qui a constitué l'ère keynésienne de l'économie capitaliste n'a aujourd'hui que pour effet de plonger encore plus le système dans le marasme de la crise. Ce fait fondamental confirme de manière éclatante le caractère de surproduction généralisée de la crise qui marque indubitablement la faillite historique de ce système de production, et qui ne peut être que l'annonce de sa mort.

Une autre différence essentielle du paroxysme actuel de crise avec celui des années 30 réside dans le fait que le prolétariat mondial se présente à nouveau sur la scène historique armé d'une combativité intacte et exempt de tout embrigadement idéologique bourgeois significatif; c'est ce qui permet de reconnaître en quoi, aujourd'hui, la clé de l'avenir de l'humanité est entièrement entre les mains de la classe ouvrière.

Depuis le ressurgissement de cette dernière à la fin des années 60, sa lutte n'a cessé de progresser du point de vue de la réappropriation de son terrain de classe au niveau de son auto-organisation et du mûrissement de sa conscience de classe révolutionnaire internationale :

- les luttes des années 60 ont remis à l'ordre du jour la question de la révolution, la tendance à l'auto-organisation qui passe par le rejet de toute forme bourgeoise d'encadrement tant politique que syndical;

- les luttes de la fin des années 70 (Denain, Longwy, Rotterdam, sidérurgie anglaise...) ont posé de plus les problèmes de l'extension de la lutte, de la nécessité pour elle de déborder tout cadre usiniste et corporatiste;

- enfin, la lutte des ouvriers en Pologne s'est réappropriée la grève de masse, la lutte généralisée à tout un pays contrôlée et menée par des organes autonomes élus en assemblées générales et révocables à tout moment. Elle a de plus posé la question de l'internationalisation de la lutte.

La leçon essentielle des événements en Pologne est qu'aujourd'hui, le procès révolutionnaire de destruction du capitalisme ne peut que s'identifier à un processus de généralisation des luttes au niveau international. Ces luttes nous rappellent ainsi de manière indirecte que la révolution prolétarienne sera internationale ou ne sera pas.

Dans cette perspective, le prolétariat qui se trouve dans les pays les plus développés est appelé à jouer un rôle déterminant, car c'est là où il est le plus concentré, le plus expérimenté historiquement, et c'est là aussi où la crise de surproduction et les contradictions du système prennent

(suite p. 3)

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste; toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationale"

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.